

> Les Chinois en France, du silence à l'action

Ya-Han Chuang, Institut national d'études démographiques (INED, France), **Emilie Tran**, Université baptiste de Hong Kong (Hong Kong), et **Hélène Le Bail**, CNRS, CERI-Sciences Po Paris (France)



Des Français d'origine asiatique manifestent à Paris contre l'injustice raciale anti-asiatique. Crédit : Camille Millerand.

Comme dans d'autres pays d'Europe occidentale comme le Royaume-Uni ou les Pays-Bas, la présence de communautés chinoises en France remonte au début du XX^e siècle. Cette présence précoce est essentiellement liée à trois facteurs : la colonisation, le recrutement de travailleurs chinois pendant la Première Guerre mondiale, et les séjours d'étudiants pendant l'entre-deux-guerres. Cette mobilité précoce a eu des répercussions sur les vagues plus récentes de migration en France : du fait du renouvellement après 1978 des premiers réseaux migratoires, Wenzhou dans la province du Zhejiang est aujourd'hui le principal lieu d'origine des migrants chinois et de leurs descendants. Par ailleurs, l'un des héritages de la colonisation française est la présence de Chinois d'outre-mer originaires d'Asie du Sud-Est, arrivés dans les années 1970 et 1980 en tant que réfugiés en provenance du Cambodge, du Vietnam et du Laos. Depuis le début du siècle, la composition de la population d'origine chinoise en France s'est diversifiée au regard des lieux d'origine, des routes migratoires et des classes sociales. La France est devenue la destination d'un grand nombre de migrants [en provenance du nord de la Chine](#), en particulier de régions touchées par les licenciements massifs qui ont suivi le passage d'une économie planifiée à une économie de marché dans les années 1990. D'une manière générale, la principale voie légale d'entrée dans l'Union européenne reste le [visa étudiant](#). En France, les [étudiants chinois](#) constituent le deuxième groupe d'étudiants étrangers (9%) après les Marocains.

La France possède l'une des plus importantes diasporas chinoises d'Europe, estimée à environ 400.000 Chinois immigrés et descendants d'immigrés (bien que la France ne dispose pas de statistiques ethniques officielles) ; parmi les résidents étrangers, les citoyens originaires de la République populaire de Chine (RPC) constituent le [cinquième groupe le plus important](#). Leurs profils varient non seulement en termes d'éducation, d'emploi et de statut économique (riches investisseurs, commerçants transnationaux, cadres, étudiants, entrepreneurs et employés), mais également en termes de génération, de mobilité et de niveau de participation à la vie collective française. À côté de cette diversité, on observe certains éléments communs, comme la coopération entre les Chinois originaires d'Asie du Sud-Est et les migrants de la RPC (principalement en provenance de Wenzhou) au sein de la diaspora entrepreneuriale, et, plus récemment, le développement d'actions collectives visant à dénoncer les problèmes de sécurité et le racisme au quotidien.

> Action collective contre le racisme

La communauté chinoise de Paris et de sa banlieue a été victime de vols et d'actes de petite délinquance. Non seulement les Chinois sont perçus comme des gens riches – en raison de la concentration d'entreprises chinoises et de célébrations chinoises (notamment de somptueux banquets de mariage) dans des quartiers multiethniques socialement et économiquement défavo-



risés – mais ils sont également plus vulnérables en raison de leur réticence à faire appel à la police après avoir été agressés ou volés. Pour les immigrés sans papiers comme pour les petits entrepreneurs, la précarité de leur statut et leur indifférence à l'égard de la politique française les ont traditionnellement rendus [réticents à s'engager et se mobiliser](#).

Mais depuis une dizaine d'années, face à l'augmentation des préoccupations sécuritaires et des incidents, la communauté chinoise de Paris, autrefois connue pour être une minorité silencieuse ou *minorité modèle*, travailleuse et discrète, a organisé pas moins de cinq manifestations de grande envergure pour demander la protection de la police. Elles ont parfois été soutenues par l'ambassade de Chine au motif d'une « [protection des ressortissants à l'étranger](#) » érigée en priorité du gouvernement chinois depuis 2012 comme moyen de manifester son pouvoir partout où les intérêts de ses citoyens sont en jeu. Les cinq manifestations d'action collective diffèrent dans leur modalité de mobilisation : trois ont été des manifestations de rue massives ; une a consisté en une association d'entrepreneurs transformée en groupe de pression (qui a échoué) ; et la dernière a été un mélange d'émeutes de rue et de rassemblements pacifiques. Les mobilisations ont généralement eu lieu pour attirer l'attention sur le manque de sécurité ressenti par les habitants et commerçants chinois dans un quartier donné, et ont abouti à des revendications communes : augmenter le nombre de patrouilles de police dans le quartier, renforcer les sanctions à l'encontre des auteurs des infractions, et faciliter la procédure permettant aux victimes chinoises de porter plainte auprès de la police.

[La manifestation de 2016 qui a suivi le meurtre d'un ouvrier chinois dans une banlieue de Paris](#) a marqué un tournant, caractérisé par le rôle croissant joué par la deuxième génération. [Les personnes nées en France d'origine chinoise ont redéfini leurs revendications](#) pour mettre l'accent sur le racisme structurel qui sous-tend les violences dirigées contre les personnes d'origine chinoise ou plus généralement d'origine asiatique. Alors que l'activisme chinois et les mouvements sociaux panasiatiques font depuis longtemps l'objet d'études en Amérique du Nord ou en Australie, on commence seulement à s'y intéresser en Europe. Dans le cas français, on peut souligner trois grands types d'actions lancées par des Chinois de France, toutes liées aux représentations stéréotypées et à la quête de reconnaissance : (1) la récupération et la transmission d'une mémoire collective ; (2) une mobilisation contre les

violences ciblées ; et (3) l'[activisme culturel](#) pour déconstruire les représentations stéréotypées des Asiatiques et modifier ces représentations.

Pour comprendre les actions récentes des Chinois nés en France, il est nécessaire de remonter aux années 2000, lorsque les réseaux sociaux en ligne ont commencé à se diffuser, offrant un espace où les expériences individuelles pouvaient être transformées en expérience collective. En particulier les expériences courantes de micro-agression et les formes déguisées d'insultes racistes ont fait l'objet de nombreux échanges. Les Chinois français ont commencé à créer des forums et des groupes de discussion, notamment sur Facebook, puis sur WeChat et Twitter, où ils pouvaient partager leurs expériences, principalement en français, parfois mêlé à du chinois ou d'autres langues asiatiques.

L'« activisme culturel » qui s'est développé après 2016 utilise aussi principalement des outils en ligne tels que des vidéos, blogs, chaînes YouTube, séries web et podcasts, qui ouvrent de nouvelles possibilités de rencontres entre les Asiatiques nés en France issus des milieux artistiques ou des médias. Depuis 2016, ils sont nombreux à avoir contribué à la construction d'une identité collective et à la lutte contre le racisme anti-asiatique en France. Certains tentent de faire le lien entre leurs actions et les revendications d'autres minorités (à l'instar du podcast de Grace Ly, [Kiffe ta race](#), créé avec la célèbre afro-féministe Rokhaya Diallo, ou de la participation de Français d'origine asiatique aux manifestations de Black Lives Matter) en essayant de neutraliser les tensions interethniques. D'autres croisent les questions ethno-raciales avec les questions de genre, en déconstruisant l'érotisation des femmes asiatiques aussi bien que la déssexualisation des hommes asiatiques.

En 2020, la pandémie de Covid-19 a donné à la Chine une occasion unique d'organiser une campagne internationale de diplomatie publique, en mobilisant le soutien des Chinois à l'étranger pour faire connaître ce qu'elle appelle « la vraie Chine ». Il reste à voir si et dans quelle mesure la RPC cherche à exploiter la récente vague d'activisme chinois contre le racisme anti-asiatique déclenché par l'épidémie de Covid-19. Il serait encore plus intéressant de comparer comment les personnes d'origine chinoise de première, de deuxième et de troisième génération réagissent aux tentatives de diffusion et de mobilisation transnationales de la « mère patrie ». ■

Toute correspondance est à adresser à :
Ya-Han Chuang <ya-han.chuang@ined.fr>
Emilie Tran <emilietran@hkbu.edu.hk>
Hélène Le Bail <helene.lebail@sciencespo.fr>